

ENTREPRISE IMPLANTEE EN ZFU

EXONERATION DES BENEFICES DES ENTREPRISES IMPLANTEES DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

Demande relative à l'application du dispositif prévu à l'article 44 octies-A du code général des impôts (CGI)

I. IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE ⁽¹⁾

ENTREPRISE INDIVIDUELLE :

NOM ET PRENOM

.....

NOM COMMERCIAL

.....

SOCIETE :

DENOMINATION SOCIALE

.....

FORME JURIDIQUE

.....

NOM DU GERANT OU DU PRESIDENT

.....

(Joindre les statuts s'ils sont déjà établis)

NUMERO SIRET :

DATE DE DEBUT D'ACTIVITE DANS LA ZFU :

ADRESSE DU SIEGE DE L'ENTREPRISE :

ADRESSE DES LOCAUX PROFESSIONNELS SITUES OU NON DANS LES ZFU :

.....

.....

SOCIETE MEMBRE D'UN GROUPE FISCAL (art. 223 A et suivants du CGI) : oui non mère du
groupe

TELEPHONE(S) :

E-MAIL :

⁽¹⁾ A préciser, s'il y a lieu, au cadre VII " Autres éléments nécessaires... ".

II NATURE DES ACTIVITES ENVISAGEES ⁽¹⁾

II.1 ACTIVITE QUI SERA EXERCEE EN ZFU A TITRE PRINCIPAL ⁽²⁾ :

Indiquer la nature précise de l'activité ⁽¹⁾ :

Activité commerciale Artisanale Industrielle

Location d'immeubles à usage professionnel munis de tout l'équipement nécessaire à l'exercice de l'activité hébergée

Non commerciale Civile Agricole

L'entreprise exerce-t-elle son activité de manière non sédentaire ? : oui non

Dans l'affirmative : Présence d'un salarié à temps plein dans les locaux situés en ZFU : oui non

Prévision de la proportion du chiffre d'affaires annuel réalisé en ZFU

.....

Activité exercée en contrat de collaboration ou de remplacement ⁽¹⁾ : la préciser.....

ACTIVITE(S) SECONDAIRE(S) EXERCEE(S) EN ZFU ⁽¹⁾ : les préciser

ACTIVITE(S) EXERCEE(S) EN DEHORS DES ZFU ⁽¹⁾ : les préciser

Effectif de salariés prévu (distinguer selon les établissements et les activités exercées) ⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ A préciser, s'il y a lieu, au cadre VII " Autres éléments nécessaires... ".

⁽²⁾ Les dispositions de l'article 44 octies-A du CGI ne s'appliquent pas aux entreprises qui exercent une activité civile (agricole, promotion immobilière, location d'immeubles nus à usage d'habitation ou professionnel, détention de titres...) ou une activité commerciale de crédit-bail mobilier ou de location meublée d'immeuble d'habitation.. Sont également exclues les activités suivantes : construction automobile, construction navale, fabrication de fibres textiles artificielles ou synthétiques, sidérurgie et transports routiers de marchandises.

II.2 PRECISIONS SUR LA NATURE DES ACTIVITES EXERCEES DANS L'ENSEMBLE DES ETABLISSEMENTS SITUES OU NON EN ZFU

L'activité relève-t-elle des secteurs d'activité suivants ?

Construction automobile Construction navale Fabrication de fibres textiles artificielles ou synthétiques
Sidérurgie Transport routiers de marchandises

Activité exercée à titre principal :

Activité(s) exercée(s) à titre secondaire :

III. EFFECTIF SALARIE DE L'ENTREPRISE DANS L'ENSEMBLE DE SES ETABLISSEMENTS SITUES OU NON EN ZFU

Nombre de salariés employés à la date du début d'activité dans la ZFU :

(1) A préciser, s'il a lieu, au cadre VII " Autres éléments nécessaires... ".

(2) Les zones de revitalisation rurale s'entendent de celles mentionnées à l'article 1465 A du CGI. Les zones de redynamisation urbaine sont définies aux I bis et I ter de l'article 1466 A du CGI.

**VII. AUTRES ELEMENTS NECESSAIRES POUR PERMETTRE A L'ADMINISTRATION
D'APPRECIER SI LES CONDITIONS REQUISES PAR LA LOI POUR BENEFICIER DE
L'EXONERATION SONT EFFECTIVEMENT REMPLIES ⁽¹⁾**

(1) Des précisions sur les conditions d'exercice de l'activité peuvent notamment être utiles (description des opérations, matériel utilisé, éléments de fait...).

A....., le.....

Certifié complet, exact et sincère
Signature (et qualité du signataire)

Cette demande doit être renvoyée en recommandé avec demande d'avis de réception ou remise contre
décharge à :
DIRECTION DEPARTEMENTALE (ou REGIONALE) DES FINANCES PUBLIQUES
A l'attention du CORRESPONDANT ZONES FRANCHES URBAINES
(ADRESSE)